

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE – BANQUE**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 20 988 296 Euros

Siège Social : 1, rue du Dôme 67003 Strasbourg Cedex

568 501 282 R.C.S. Strasbourg. – APE 6419Z

*Exercice du 1er janvier au 31 Décembre.***I. — Bilan social 31 décembre 2024.**

(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	Net	Net
		31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales, ccp			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	A1	258 398	132 131
Opérations avec la clientèle	A2	6 826 253	6 722 365
Obligations et autres titres à revenu fixe	A3		
Actions et autres titres à revenus variables			
Participations et autres titres détenus à long terme	A4	154	2
Parts dans les entreprises liées	A4	0	2
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	A5	15 281	13 433
Immobilisations corporelles	A5	3 190	2 951
Capital souscrit non appelé			
Actions propres			
Autres actifs	A6	4 865	13 986
Comptes de régularisation	A7	4 801	3 089
<b>Total de l'actif</b>		<b>7 112 943</b>	<b>6 887 960</b>

Passif	Notes	Net	Net
		31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, ccp			
Dettes envers les établissements de crédit	P1	6 110 631	6 104 570
Opérations avec la clientèle	P2	528 714	376 175
Dettes représentées par un titre	P3		
Autres passifs	P4	14 209	15 330
Comptes de régularisation	P5	10 917	15 547
Provisions	P6	3 704	4 610
Dettes subordonnées		71 010	
Fonds pour risques bancaires généraux	P7	19 036	19 036
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>			
Capital souscrit	P8	20 988	20 988
Primes d'émission	P8	30 150	30 150
Réserves	P8	277 647	275 465
Ecart de réévaluation	P8		
Provisions réglementées et subvention d'investissement	P8		
Report à nouveau	P8	20 634	20 634
Résultat de l'exercice		5 304	5 455
<b>Total du passif</b>		<b>7 112 943</b>	<b>6 887 960</b>

Hors-bilan	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	69 987	61 303
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
Engagements en faveur des établissements de crédits	691 916	
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	25 000	25 000
Engagements de garantie	6 136 924	5 792 671
Engagements sur titres		
<b>Engagements sur instruments financiers à terme</b>	<b>1 090 000</b>	<b>775 000</b>
<b>Opération de couverture</b>	<b>8 013 828</b>	<b>6 653 974</b>

**Note complémentaire :** Exemption d'établir des comptes consolidés

Le CFCAL n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés.

A noter cependant, les comptes sociaux intègrent la succursale belge dont l'activité a démarré en 2018. Ces derniers sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa.

## II. — Compte de résultat social au 31 décembre 2024

		31/12/2024	31/12/2023
+	Intérêts et produits assimilés (*)	200 897	155 871
	Intérêts et charges assimilées	148 723	104 362
+	Produits sur Opérations de crédit-bail et assimilées		
	Charges sur Opérations de crédit-bail et assimilées		
+	Produits sur Opérations de location simple		
	Charges sur Opérations de location simple		
+	Revenus des titres à revenu variable		
+	Commissions (produits)	7 641	6 749
	Commissions (charges)	2 441	1 423
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		
+	Autres produits d'exploitation bancaire	6 642	4 519
	Autres charges d'exploitation bancaire	1 298	1 931
	<b>Produit net bancaire</b>	<b>62 717</b>	<b>59 423</b>
	Charges générales d'exploitation	35 778	35 832
	Dotations aux amortissements & provisions sur immobilisations incorporelles & corporelles	2 947	4 333
	sous-total	-38 725	-40 164
	à déduire charges refacturées	174	286
	<b>Total net</b>	<b>-38 550</b>	<b>-39 878</b>
	<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>24 167</b>	<b>19 545</b>
+/-	Coût du risque	-14 843	-7 909
	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>9 324</b>	<b>11 636</b>
+/-	Gains/pertes sur actifs immobilisés	-5	-8
	<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>9 319</b>	<b>11 629</b>
+/-	Résultat exceptionnel	0	0
	Impôt sur les bénéfices	4 014	6 174
+/-	Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		
	<b>Résultat net</b>	<b>5 305</b>	<b>5 455</b>

Résultat de 5 305 K€ en 2024 dont 5 474 K€ pour la France et -170 K€ pour la Belgique  
Résultat de 5 455 K€ en 2023 dont 5 534 K€ pour la France et -79 K€ pour la Belgique

### III. — Annexe aux comptes sociaux (CFCAL-Banque).

#### Principes comptables et méthodes d'évaluation.

La présentation des comptes annuels de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine- Banque (CFCAL-Banque-Banque) est faite en conformité avec le règlement ANC 2014-03 modifié par des règlements postérieurs, notamment le règlement n°2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-03 modifié par des règlements postérieurs, notamment le règlement 2023-03 du 7 juillet 2023, qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### Faits marquants de l'exercice.

L'année 2024 a été marquée par :

- Un contexte de taux sur les marchés financiers maintenus à des niveaux élevés, affectant le coût de refinancement des prêts CFCAL-Banque
- Néanmoins, la légère inflexion des taux de refinancement au début du second semestre combinée aux hausses des taux client a permis de retrouver des niveaux de marge brute sur la nouvelle production conforme aux standards de l'entreprise
- La confirmation du succès commercial de nos produits d'Epargne lancés fin 2023 et dont l'encours s'élève à 524 M € fin 2024
- Une dynamique de production qui repart à la hausse malgré un marché de l'immobilier résidentiel encore attentiste

#### Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers.

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes.

Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations au titre du risque de crédit
- des dépréciations des titres à revenu variable
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux états financiers
- et de la détermination des provisions pour risque et pour couverture des engagements sociaux.

#### 1. Créances Présentation.

Les crédits à la clientèle et les créances sur les établissements de crédit sont enregistrés à l'actif du bilan pour leur valeur débloquée sous la rubrique «opérations avec la clientèle» et «créances sur les établissements de crédit», les fractions non-encore versées étant portées en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-03, les frais de transactions - pour CFCAL-Banque les commissions d'ouverture de compte et les commissions versées aux apporteurs d'affaire - sont étalés sur la durée de vie effective des prêts via le TIE. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

CFCAL-Banque-Banque applique le règlement ANC 2014-03 pour le traitement comptable du risque de crédits.

Aussi les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont ainsi déclassés en encours douteux compromis ceux pour lesquels les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. Les garanties sont prises en compte dans l'appréciation du caractère compromis de la créance.

Dans notre établissement, les encours restructurés à des conditions hors marché ne sont pas significatifs. Les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés

prorata temporis ainsi que les intérêts sur les échéances impayées. Par ailleurs, la comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Le retour en sain est automatique après une période probatoire de 3 mois dès lors qu'il ne subsiste plus aucun critère d'éligibilité au déclassé réglementaire. Concernant les crédits restructurés le retour en sain n'est possible qu'au bout de 12 mois (délai réglementaire). La probation est portée à 24 mois pour les contreparties d'un plan/recommandation de surendettement à partir de la mise en place du plan.

#### **Risque de crédit et constitution des dépréciations.**

Une créance est considérée comme douteuse lorsqu'elle présente un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel et qui répond à l'une des 2 conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits ;
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Les encours du CFCAL-Banque sont classés quotidiennement par un système automatique selon les événements liés au traitement des dossiers et de leurs échéances.

Le principe de contagion est appliqué, la classification en créances douteuses d'un encours entraîne le transfert vers les créances douteuses de l'intégralité des engagements à l'encontre d'un même client.

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Le CFCAL-Banque-Banque applique le règlement ANC 2014-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit. Les provisions permettant de couvrir les pertes prévisionnelles sur les créances douteuses sont évaluées selon la méthode d'actualisation des flux prévisionnels.

Le déclassé d'une créance en défaut déclenche une provision automatique pour dépréciation, calculée à chaque arrêté mensuel. Le système estime une perte prévisionnelle pour le dossier en tenant compte, le cas échéant, de la valeur de la garantie et l'enregistre comme provision individuelle de la créance. Parmi les dossiers en défaut gérés en contentieux, certains sont identifiés comme des « affaires spéciales » (cas d'assignations en justice, d'incertitude sur la garantie, etc.) nécessitant de reprendre la main sur le calcul de la provision. L'agent gestionnaire enregistre dans ce cas une provision manuelle pour créance douteuse qu'il détermine en fonction des éléments du dossier.

Cette provision est révisée à minima trimestriellement.

Les dotations nettes de reprises des provisions, et les créances passées en pertes sur l'exercice, nettes des récupérations sur créances amorties, constituent le coût du risque sur opérations de crédit au compte de résultat, à l'exception des provisions, reprises de provision, pertes sur créances irrécupérables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses intégrées au PNB.

Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

Pour une prise en compte économique du risque de contrepartie dans les comptes sociaux du CFCAL- Banque, des provisions sont constituées sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit permettant d'établir que statistiquement une partie non-encore identifiée de ces contreparties présentent un risque de pertes avérées.

Le stock de sûretés hypothécaire du CFCAL-Banque fait l'objet d'une revue et d'une revalorisation annuelle, la valeur vénale des biens pris en garantie étant ajustée de l'évolution indiciaire des prix de l'immobilier. L'estimation des valeurs vénales peut être le cas échéant prudemment ajustée afin de tenir compte des incertitudes du marché de l'immobilier résidentiel.

#### **2. Portefeuille de titres.**

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par le règlement ANC 2014- 03.

La répartition des titres entre les 4 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement et titres de l'activité de portefeuille), est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres.

CFCAL-Banque-Banque ne détient pas de portefeuilles d'investissement, de transaction, ni de titres de l'activité de portefeuille.

Les « autres titres détenus à long terme » sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité. Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Au 31 décembre 2024, le CFCAL-Banque-Banque détient pour 154K € de certificats d'associés. Les certificats d'associés au Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) constituent un titre de capital à durée indéterminée, sans droit de vote et sans droit sur les réserves du FGDR. Ils relèvent des titres de participation dans le bilan des banques.

3. Immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués majoritairement sur le mode linéaire (mis à part pour le matériel informatique où l'amortissement est dégressif).

Le CFCAL-Banque-Banque applique l'approche par composant. Elle consiste à amortir distinctement les éléments significatifs d'une immobilisation prise dans son ensemble. Si certains de ces éléments ont un même plan d'amortissement (durée et mode) ils peuvent toutefois être regroupés pour déterminer la charge d'amortissement.

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3). La méthode préférentielle en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est appliquée. Ainsi, toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées ; les dépenses ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont quant à elles comptabilisées en charges.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique «Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles».

Plus et moins-values de cession.

Les résultats nets de cession figurent au niveau du produit net bancaire sous la rubrique «Autres produits ou autres charges d'exploitation bancaire» pour les immobilisations hors exploitation et en «Gains ou pertes sur actifs immobilisés» pour les immobilisations d'exploitation.

Sur l'exercice 2024, le groupe Crédit Mutuel Arkéa a mené une réflexion d'ensemble sur les durées d'amortissement de ces actifs.

L'allongement de la durée d'amortissement concerne uniquement les catégories de composants suivantes :

- Agencements
- Matériel électronique
- Logiciels

Les agencements ont été revus afin de correspondre aux nouvelles pratiques d'organisation du travail, et en particulier le développement du Flex Office. Le décroïsonnement des bâtiments permet une adaptabilité simplifiée aux organisations et pérennise les agencements des bâtiments. Il en résulte une durée d'utilisation réelle des agencements de 15 ans.

L'amortissement des développements informatiques est basé sur la durée d'utilisation. Les logiciels innovants sont amortis sur 8 ans et les autres sur 3 ans en linéaire.

En synthèse, les durées d'amortissement applicables à partir de l'exercice 2024, par grandes catégories de composants sont les suivantes :

Jusqu'au 31/12/2023			A compter du 01/01/2024	
Catégorie	Commentaires	Durée actuelle		Durée proposée
Gros oeuvre	Bâtiments des CCM et des services centraux	25 à 50 ans	➡	25 à 50 ans
Clos et couverts	Ensembles de constructions.	25 ans	➡	25 ans
Lots techniques	Installations techniques particulières	20 ans	➡	20 ans
Agencements	Utilisation adaptée des bâtiments administratifs et des caisses locales	3 à 10 ans	➡	15 ans
Mobilier	Mobilier de bureau & divers	10 ans	➡	10 ans
Matériel électronique	Sécurité, informatique et serveurs	3 à 5 ans	➡	3 à 10 ans
Logiciels créés ou acquis	Logiciels	3 à 5 ans	➡	3 à 8 ans

Sur l'exercice de la modification, il n'en résulte aucune charge ni produit exceptionnel, la modification (nécessairement prospective) n'ayant pas d'incidence sur les amortissements antérieurement pratiqués.

En effet, il s'agit d'un changement d'estimation et, en aucun cas :

- d'un changement de méthode (PCG art. 832-3) ;
- ou d'une correction d'erreur

#### **4. Stock des immeubles acquis par adjudication.**

Au 31 décembre 2024, le CFCAL-Banque-Banque détient un stock de 20 biens acquis par adjudication pour un montant total brut de 1 377 K€.

#### **5. Dettes représentées par un titre.**

Le CFCAL-Banque-Banque n'a plus depuis mai 2020 de BMTN et d'obligations.

#### **6. Dettes envers les établissements de crédit.**

— Dettes à terme : Au 31/12/2024, le CFCAL-Banque-Banque détient 273 emprunts interbancaires avec le Crédit Mutuel ARKEA (dont 57 emprunts interbancaires concernant l'activité de la succursale belge de CFCAL-Banque-Banque) pour un total de 5 934 952 K€.

A noter, que 2 contrats complémentaires ont été souscrits et concernent des emprunts SNP/tiers 2 pour une dette envers les établissements de crédit qui s'élève au global à 6 129 952 K€.

Leurs montants nominaux figurent au passif du bilan dans la rubrique «Dettes envers les établissements de crédit» (voir note P1).

Les intérêts relatifs sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

#### **7. Créances envers les établissements de crédit.**

— Prêts à terme : Au 31/12/2024, le CFCAL-Banque-Banque détient 2 prêts à terme vis-à-vis du Crédit Mutuel ARKEA pour un total de 195 000 K€.

Son montant nominal figure à l'actif du bilan dans la rubrique «Créances sur les établissements de crédit» (voir note A1).

Les intérêts relatifs sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

#### **8. Provisions pour risques et charges.**

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque a constaté au passif de son bilan des provisions, nettement précisées quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours rendent probables conformément au règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Au 31/12/2024, ces provisions recourent essentiellement :

— Les provisions pour litiges :

Elles couvrent les assignations auxquelles le CFCAL-Banque-Banque doit faire face dans le cadre de son activité. Le montant de ces provisions au 31/12/2024 s'élève à 2 247 K€, dont 0.9 M€ concerne le courtier Solutis.

— Les provisions pour engagements sociaux :

CFCAL-Banque applique la recommandation n° ANC 2014-03 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique «frais de personnels».

Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan «provisions». Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

— Les provisions pour engagements de retraite :

Evaluation actuarielle au 31 décembre 2024 des engagements sociaux

Les engagements de retraite sont déterminés par la société SURAVENIR filiale du groupe ARKEA sur la base d'un taux d'actualisation de 3.57 % (contre 3.63% au 31/12/2023) communiqué par le groupe Crédit Mutuel Arkéa.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation.

Le groupe CFCAL-Banque enregistre intégralement les écarts actuariels en résultat net.

Pour les primes d'ancienneté, les écarts actuariels doivent être reconnus immédiatement en charge de la période (il s'agit d'un régime de type «autres avantages à long terme»).

— Les fonds pour risques bancaires généraux :

Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique «dotations, reprises des fonds pour risques bancaires généraux».

Les derniers mouvements sur ce fonds datent de 2006.

Au 31 décembre 2024, le Fonds pour Risques Bancaires Généraux s'élève à 19 036 K€.

### **9. Congés payés pendant les arrêts maladies.**

Pour rappel, le 13 septembre 2023 la Cour de cassation a rendu trois arrêts modifiant les obligations des entreprises en matière de congés payés, avec application immédiate. La Cour de cassation a jugé que les dispositions du Code du travail étaient en contradiction avec la réglementation européenne qui prévoit un droit à congés payés sans distinguer les causes d'absence.

Ainsi, depuis les arrêts du 13 septembre :

- les salariés en arrêt maladie ou en arrêt pour accidents non professionnels acquièrent des congés payés pendant leur période d'arrêt de travail,
- les salariés en arrêt à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle acquièrent des droits à congés payés pendant toute la durée de leur période d'arrêt de travail, sans limitation, contrairement au droit du travail actuel qui limite cette acquisition à la première année d'arrêt.

Le CFCAL-Banque a bien pris en compte ces paramètres pour le calcul de la provision congés payés.

### **10. Sur-commissionnement versés aux IOBSP.**

Le groupe CFCAL-Banque-Banque paie des commissions supplémentaires à ses courtiers en fonction de l'atteinte d'indicateurs de qualité.

Depuis l'exercice 2012, ces sur-commissions sont étalées en french dans le résultat net.

Elles sont projetées lors de la négociation des objectifs avec les courtiers, font l'objet d'estimation et sont intégrées dans le calcul du TIE.

En fin d'année, lorsque ces sur-commissions sont régularisées et dans le cas où elles diffèrent des montants estimés à l'origine des prêts, la valeur comptable brute des prêts est recalculée et l'écart de valeur actualisée est comptabilisé au P&L (catch up).

### **11. Indemnités de remboursement anticipé.**

Les indemnités perçues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont immédiatement comptabilisées dans le PNB.

### **12. Instruments financiers à terme.**

Dans la continuité de 2023, CFCAL-Banque a consolidé son impasse de taux au moyen de 7 contrats de swaps sur 2024 pour un montant global de 315 M€. L'ensemble de ces opérations ont été réalisées dans l'objectif du respect des seuils de tolérance relatif à la gestion du risque de taux.

Ces opérations se sont déroulées en trois temps :

- Le 28 mars : 2 contrats représentant 70 M € ont été souscrits ;
- Le 27 juin : 4 contrats représentant 220 M € ont été souscrits ;
- Enfin le 23 décembre, une dernière opération a été réalisée pour 25 M €

L'enregistrement de ces opérations s'effectue conformément aux principes définis par le règlement ANC 2014-03. Le montant notionnel de l'instrument est comptabilisé en hors bilan. Le CFCAL-Banque-Banque n'a effectué que des opérations de microcouverture. Les opérations répertoriées en microcouverture ont pour objet de couvrir le risque de taux d'intérêt affectant un élément, ou un ensemble d'éléments homogènes identifiés dès l'origine.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits en compte de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément, ou de l'ensemble homogène couvert.

Au 31 décembre 2024, le CFCAL-Banque-Banque détient 26 swaps de taux emprunteurs pour 1 090 M € et 6 swaps de taux prêteurs pour 335 M€.



### 13. Impôt sur les bénéfices.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat comprend l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôts effectivement utilisés.

### 14. Intégration fiscale.

Le CFCAL-Banque-Banque ne faisait plus parti du périmètre du groupe d'intégration fiscale Crédit Mutuel Arkéa de 2020 à 2022. Le CFCAL-Banque-Banque en fait à nouveau parti depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### 15. Hors Bilan.

Au 31.12.24, notre Hors Bilan est composé de différents engagements :

HB HORS BILAN							en milliers d'€
Principales caractéristiques					31/12/2024	31/12/2023	
	Date d'Effet	Date d'Échéance		Nature			
ENGAGEMENTS RECUS							
Engagements de financement							
CM ARKEA	01/04/2024	31/03/2025		ligne de découvert autorisé	25 000	25 000	
					25 000	25 000	
Engagements de garantie							
Etablissements de crédit	07/03/2022	Reconduction annuelle tacite		CAUTION CMA	6 136 924	5 792 671	
Assurance					2 000	2 000	
Clientèle					131 959	126 109	
					6 002 965	5 664 562	
ENGAGEMENTS DONNES							
Engagements de financement							
Engagements en faveur des établissements de crédits							
				Engagement envers la clientèle	761 903	61 303	
				Engagement envers CMA - Covered Bonds	69 987	61 303	
					691 916		
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME							
OPERATION DE COUVERTURE							
					1 090 000	775 000	

Les engagements reçus déclinés en :

- Engagement de financement soit l'autorisation de découvert sur notre compte bancaire Arkea
- Engagement de Garantie constituées notamment des valeurs hypothécaires, cautions et nantissements donnés en garantie des prêts.

Les engagements donnés déclinés en :

- Engagements de financement envers la clientèle, constitués des offres de crédits soumises au client en attente d'acceptation
- Engagements en faveur des établissements de crédits, composé essentiellement de nos prêts collatéralisés auprès du Groupe. Ces prêts sont plus spécifiquement mis en garantie auprès de l'entité Arkéa Home Loans SFH depuis août 2024

Enfin, Les engagements sur instruments financiers à terme sont constitués des Swaps de taux souscrits en lien avec notre stratégie de gestion de Bilan.

#### 1) Garanties reçues de la clientèle

A noter, l'actualisation de la méthodologie de valorisation des nantissements sur 2024. Dorénavant, le CFCAL-Banque retient les dernières valeurs connues au 31.12.2024.

Un calcul d'impact a été effectué et la méthodologie adaptée avec correction de la borne 2023 :

2024		2023	
avant MAJ	après MAJ	avant MAJ	après MAJ
460 318 925,38	429 039 016,39	341 853 516,24	300 927 673,54
Impact	- 31 279 908,99	-	40 925 842,70

#### 2) Prêts collatéralisés

CFCAL-Banque est entré en 2024 dans le process de collatéralisation de prêts mis en place auprès de Arkéa Home Loans SFH. Dans ce cadre, un avenant au contrat a été signé en août 2024 précisant les termes et conditions s'appliquant aux garanties données.

Ce mécanisme permet à CFCAL-Banque de mettre en garantie des prêts auprès du Groupe en contrepartie d'emprunts numéraires. En cas de défaillance du CFAL, le Groupe peut ainsi conserver ces prêts afin de se dédommager.

Au 31.12.2024, les prêts «collatéralisés» représentent 692 M€. En contrepartie de cette garantie, une commission est versée à CFCAL-Banque (879 k € en 2024). Le calcul de cette commission est réalisé conformément au contrat trimestriellement au niveau du groupe et réparti entre les différentes entités en fonction des actifs remis en garantie.

16. Consolidation.

Le CFCAL-Banque-Banque est consolidé dans le groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Identité de la tête degroupe :

**Crédit Mutuel ARKEA**  
Siret : 775 577 018 02412 Siège social : 1 rue Louis Lichou 29808 BREST Cedex 9

Les états financiers consolidés sont établis au siège de l’entreprise et peuvent être obtenus à l’adresse ci-dessus.

IV. — Annexes au bilan et hors-bilan.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d’Euros)	2024		2024	2023
	Brut	Dépréciations	net	net
Créances sur les établissements de crédit	258 398	0	258 398	132 131
A VUE (taux variable)	258 398		258 398	132 131
Comptes ordinaires débiteurs (1)	62 946	0	62 946	130 857
Comptes et Prêts à Terme (2)	195 000		195 000	1 000
Divers	452		452	274
(1) La trésorerie du CFCAL est gérée à travers différents comptes qui présentent les soldes suivants au 31.12.2024 : 1) France : BNP, pour le suivi de l'activité France : 29,2 million d'euros - CMA1, pour l'ensemble des opérations de refinancement auprès de la maison mère Arkéa: 27,2million d'euros- CMA2, pour le suivi spécifique de l'activité RAC Conso : 1,5million d'euros2) Belgique : - CMA Bank-Belgium sur lequel transite le refinancement et le paiement des échéances pour la succursale- Fortis, pour le suivi de l'activité belge : 5million d'euros (2) Suite au remplacement de fonds empruntés sous forme de tiers 2/SNP conformément à notre stratégie ALM				

Note 2. – Ventilation des créances selon la durée résiduelle.

(En milliers d’Euros)	Durée inférieure à 3 mois	Durée comprise entre 3 mois & 1 an	Durée comprise entre 1 an & 5 ans	Durée supérieure à 5 ans	Provision	Total net 2024	Total net 2023
Créances sur les Ets de crédit						258 398	132 131
A VUE (taux variable)							
Comptes ordinaires débiteurs	62 946					62 946	130 857
Comptes et Prêts à Terme		0		195 000		195 000	1 000
Divers	452					452	274

**Note 3. – Opérations avec la clientèle.**

(En milliers d'Euros)	2024		2024	2023
	Brut	Dépréciations	net	net
<b>Operations avec la clientèle</b>	<b>6 880 025</b>	<b>53 771</b>	<b>6 826 253</b>	<b>6 722 365</b>
Autres concours a la clientèle	6 880 025	53 771	6 826 253	6 722 365
Créances saines	6 619 308	0	6 619 308	6 534 329
Crédits de trésorerie	1 346 415	0	1 346 415	1 174 130
<i>Dont RAC Conso</i>	<i>690 243</i>			
Crédits à l'équipement	0	0	0	0
Crédits à l'habitat	4 938 551	0	4 938 551	5 073 559
Autres crédits à la clientèle	334 342	0	334 342	286 640
Créances douteuses	207 583	24 734	182 850	166 406
Crédits de trésorerie	44 416	13 513	30 903	38 446
Dont RAC Conso	14 864			
Crédits à l'équipement	0	0	0	0
Crédits à l'habitat	144 158	7 458	136 700	112 801
Autres crédits à la clientèle	19 010	3 762	15 247	15 159
Créances douteuses compromises	39 507	29 037	10 469	7 839
Crédits de trésorerie	22 779	19 642	3 137	1 902
Dont RAC Conso	20 847			
Crédits à l'équipement	0	0	0	0
Crédits à l'habitat	13 238	4 506	8 731	6 690
Autres crédits à la clientèle	3 490	4 889	-1 399	-753
<b>Créances rattachées</b>	<b>13 626</b>	<b>0</b>	<b>13 626</b>	<b>13 791</b>

**Note 4. – Ventilation des créances selon la durée résiduelle.**

	Durée inférieure à 3 mois	Durée comprise entre 3 mois & 1 an	Durée comprise entre 1 an & 5 ans	Durée supérieure à 5 ans	Provision	Total net 2024	Total net 2023
<b>Operations avec la clientèle</b>						<b>6 826 253</b>	<b>6 722 365</b>
Autres concours a la clientèle							
Crédits de trésorerie	29 336	77 415	409 848	829 815		1 346 415	1 174 130
Crédits à l'équipement	0	0	0	0		0	0
Crédits à l'habitat	70 229	185 147	1 029 485	3 653 690		4 938 551	5 073 559
Autres crédits à la clientèle	5 380	12 221	59 442	257 300		334 342	286 640
Provision encours sains b2	0	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses /douteuses compromises	44 130	12 973	59 505	130 482	-53 771	193 319	174 246
Créances rattachées	13 626					13 626	13 791

Note 5. – Dépréciations opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	Début d'exercice Banque 2024	Dotations	Reprises montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés au cours de l'exercice	Montants en capitaux propres	Fin d'exercice 2024
<b>Opérations avec la clientèle</b>						
Créances douteuses						
Crédits de trésorerie	26 960	16 096	4 773	5 117		33 167
Dont RAC-Conso	25 135	13 734	4 531	0		34 338
Crédits à l'équipement		0	0	0		
Crédits à l'habitat	8 082	7 996	217	3 917		11 943
Autres crédits à la clientèle	8 545	2 811	547	2 148		8 661
Dotation provision Bucket 2 (anc., collective)	0	0	0	0	0	0
<b>Total dépréciations créances</b>	<b>43 587</b>	<b>26 903</b>	<b>5 537</b>	<b>11 182</b>	<b>0</b>	<b>53 771</b>
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
<b>Total opérations avec la clientèle</b>	<b>43 587</b>	<b>26 903</b>	<b>5 537</b>	<b>11 182</b>	<b>0</b>	<b>53 771</b>

Note 6. – Obligations et autres titres à revenu fixe.

(En milliers d'Euros)	Année 2024					
	Valeurs brutes au bilan	Créances rattachées	Provisions	Valeurs nettes au bilan	Plus-values latentes	Valeur de marché
<b>Titres de placement</b>						
Obligations et autres titres a revenu fixe				0	0	0
<b>Total du portefeuille 2024</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total du portefeuille 2023</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Note 7. – Tableau des filiales, participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Sociétés	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en %	Valeurs comptables des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
<b>Parts dans les entreprises liées</b>									
Filiales (50% au moins du capital détenu par la Société)									
Parts entreprise liée - Arkea				0					
<b>Participation et autres titres détenus</b>									
A long terme									
Titres de participation				154					
Titres de l'activité de portefeuille									

Le CFCAL n'a pas de contrôle exclusif n'a d'influence dans aucune entreprise

Les titres de participation sont uniquement constitués d'un portefeuille de titres FGDR en lien avec le mécanisme de garantie des titres

**Note 8. – Immobilisations corporelles et incorporelles.**

(En milliers d'Euros)	Brut 31/12/23	Entrées de l'année 2024	Sorties de l'année 2024	Brut 31/12/24	Amortissement et Provisions (4)	Net 31/12/24
<b>Immobilisations d'exploitation</b>						
Immobilisations corporelles						
Terrains	172	0	0	172	0	172
Construction-gros-œuvre	1 292	1	0	1 293	611	682
Construction-installations générales/techniques/agencements (1)	7 253	515	0	7 767	6 367	1 400
Construction-couverture façade	1 583	39	5	1 617	1 063	554
Matériel de bureau	126	4	0	130	125	5
Matériel informatique (3)	2 295	43	620	1 717	1 656	61
Mobilier	585	76	1	660	487	173
Sous-total	13 306	677	626	13 357	10 309	3 048
<b>Immobilisations corporelles en cours (2)</b>	<b>138</b>	<b>50</b>	<b>140</b>	<b>48</b>		<b>48</b>
<b>Total</b>	<b>13 444</b>	<b>727</b>	<b>766</b>	<b>13 405</b>	<b>10 309</b>	<b>3 096</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Logiciels acquis	4 686	525	1 443	3 768	2 958	810
MOE/MOA	23 817	3 592	645	26 764	15 725	11 039
Brevet/marque	20	0	8	12	6	6
Sous-total	<b>28 524</b>	<b>4 116</b>	<b>2 097</b>	<b>30 544</b>	<b>18 689</b>	<b>11 855</b>
Immobilisations incorpo. En cours (MOE/MOA) (5)	2 953	3 583	3 592	2 944		2 944
Immobilisations incorpo en cours (logiciels)	116	481	116	481		481
<b>Total</b>	<b>31 593</b>	<b>8 180</b>	<b>5 688</b>	<b>33 969</b>	<b>18 689</b>	<b>15 281</b>
<b>Total immobilisations d'exploitation</b>	<b>45 038</b>	<b>8 907</b>	<b>6 454</b>	<b>47 374</b>	<b>28 997</b>	<b>18 377</b>
(1) En lien avec l'achèvement des travaux du 3ème étage au sein de notre siège rue du Dôme à Strasbourg						
(2) En lien avec le début des travaux du 4è étage au sein de notre siège rue du Dôme à Strasbourg						
(3) Absence de vente d'immobilisation sur l'exercice, uniquement des mises au rebut						
(4) Hausse des durées d'amortissements actée au niveau Groupe (projet AMEFFI) en 2024						
(5) Selon les instructions du groupe Arkéa, le CFCAL active les charges MOE/MOA (création de logiciels en interne) depuis le 1er juillet 2011 (cf. règles comptables)						

	Brut 31/12/23	Entrées de l'année 2024	Sorties de l'année 2024	Brut 31/12/24	Amortissement et Provisions	Net 31/12/24
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
<b>Immobilisations hors exploitation</b>						
Immobilisations corporelles						
Terrains	2	0	0	2	0	2
Construction-gros-œuvre	4	0	0	4	4	
Construction-installations générales/techniques/agencements	55	0	0	55	41	13
Construction-couverture façade	175	0	0	175	96	79
Mobilier	0	0	0	0	0	0
Sous-total	<b>235</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>235</b>	<b>141</b>	<b>94</b>
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>						
Immeubles de placement	0			0	0	0
<b>Total immobilisations hors exploitation</b>	<b>235</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>235</b>	<b>141</b>	<b>94</b>
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>31 593</b>	<b>8 180</b>	<b>5 688</b>	<b>33 969</b>	<b>18 689</b>	<b>15 281</b>
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>13 680</b>	<b>727</b>	<b>766</b>	<b>13 640</b>	<b>10 450</b>	<b>3 190</b>

**Note 9. – Autres actifs**

(En milliers d'Euros)	2024 Brut	Provisions pour dépréciation	2024 Net	2023 Net
Créances sociales et fiscales (1)	2 170		2 170	11 330
FDG dépôts titres/espèces/FRU	96		96	1
Débiteurs immobiliers	34		34	33
Stock immeubles acquis par adjudication (2)	1 377	394	983	1 063
Débiteurs divers (fournisseurs avances.....)	1 582		1 582	1 558
Groupement de fait	0		0	0
<b>Total</b>	<b>5 259</b>	<b>394</b>	<b>4 865</b>	<b>13 986</b>
(1) En lien avec l'entrée dans le groupe d'intégration fiscale Arkea en 2023				
(2) Au 31 décembre 2024, le CFCAL détient 20 biens acquis par adjudication contre 23 au 31/12/2023				

**Note 10. – Comptes de régularisation – Actif**

	2024	2023
Charges constatées d'avance	782	763
Produits à recevoir (1)	2 851	2 354
Autres comptes de régularisation (2)	1 168	-28
<b>Total</b>	<b>4 801</b>	<b>3 089</b>
(1) Dont 2 627milliers d'euros de produit de couverture de Swap au 31/12/2024 (1 463milliers d'euros au 31/12/2023)		
(2) Dont 1 082milliers d'euros sur un compte de migration relatif au traitement des mouvements de fonds sur l'activité Epargne		

**Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit.**

(En milliers d'Euros)	2024 net	2023 net
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>6 110 631</b>	<b>6 104 570</b>
Dettes à vue (taux variable)	112	127
Autres comptes ordinaires créditeurs	0	19
Dettes rattachées	0	0
Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées)	112	109
Dettes à terme (taux variable)	6 110 519	6 104 443
Emprunts interbancaires C.M. ARKEA	6 058 952	6 056 446
Dettes rattachées	51 567	47 997
(1) En 2024 souscription de 23 prêts pour un nominal de 1 060 M€ pour la France et remboursements pour 1032 M€		
En 2024 souscription de 10 prêts pour un nominal de 42 M€ pour la Belgique et remboursements à hauteur de 28 M€		
Au 31/12/2024, le stock est constitué de 332 prêts pour 6 059 M€ : France - 275 pour un encours de 5 877 M€ - et Belgique - 57 prêts pour un encours de 181 M€		
En 2023 souscription de 40 prêts pour un nominal de 842 M€ (dont 800,5 M€ pour la France) et remboursements pour 1 123 M€ (dont 1 101 M€ pour la France)		
Au 31/12/2023 : 343 prêts pour 6 056 M€ (dont 303 pour 5 889 M€ pour la France et 40 prêts pour 168 M€ pour la Belgique)		

**Note 12. – Ventilation des dettes selon la durée résiduelle**

	Durée inférieure à 3 mois	Durée comprise entre 3 mois & 1 an	Durée comprise entre 1 an & 5 ans	Durée supérieure à 5 ans	2024	2023
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>					<b>6 110 631</b>	<b>6 104 570</b>
Comptes et emprunts (taux variable)	179 563	626 103	2 147 638	3 105 649	6 058 952	6 056 465
Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées)	112	0	0	0	112	109
Dettes rattachées	51 567	0	0	0	51 567	47 997

**Note 13. – Opérations avec la clientèle**

(En milliers d'Euros)	2024 Net	2023 Net
<b>Operations avec la clientèle</b>	<b>528 714</b>	<b>376 175</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	424 605	308 868
A vue	424 605	308 868
Dettes rattachées	0	0
Comptes d'épargne à terme	100 740	64 417
Dat	99 620	63 681
Dettes rattachées	1 120	736
Autres dettes	3 369	2 890
A vue (COMPTES ORDINAIRES clientèle)	0	0
Divers clientèle	3 369	2 890
<i>Dont compte de paiement PUMPKIN</i>	72	83
<i>Dont compte passage prêts - crédits trésorerie</i>	1 926	1 836
<i>Dont compte passage prêts - autres crédits à l'habitat</i>	1 159	584
<i>Dont compte passage prêts - autres crédits à la clientèle</i>	211	387

**Note 14. – Ventilation des dettes selon la durée résiduelle.**

(En milliers d'Euros)	Durée inférieure à 3 mois	Durée comprise entre 3 mois & 1 an	Durée comprise entre 1 an & 5 ans	Durée supérieure à 5 ans	2024	2023
<b>Operations avec la clientèle</b>					<b>528 714</b>	<b>376 175</b>
Comptes créditeurs de la clientèle	424 605				424 605	308 868
Comptes d'épargne à terme	945	46 521	52 154	0	99 620	63 681
Dettes rattachées	4 489				4 489	3 626

**Note 15. – Dettes représentées par un titre.**

(En milliers d'Euros)	2024 Net	2023 Net
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts obligataires non privilégiés		
Bons de caisse		
Dettes rattachées		

Le CFCAL-Banque n'a plus depuis mai 2020 de BMTN et d'obligations.

**Note 16. – Ventilation des dettes selon la durée résiduelle.**

	Durée inférieure à 3 mois	Durée comprise entre 3 mois & 1 an	Durée comprise entre 1 an & 5 ans	Durée supérieure à 5 ans	2024	2023
<b>Dettes représentées par un titre</b>					<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunts obligataires						
Bons de caisse						
Dettes rattachées						

**Note 17. – Autres passifs.**

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Primes reçues sur instrument conditionnels vendues		
Dépôt de garantie reçus sur instrument financiers	5	5
Etat (1)	5 632	7 214
Impôts différés passifs	0	0
Rémunérations dues au personnel	2 217	2 038
Charges sociales	1 627	1 631
Versements sur titres restant à effectuer	0	0
Divers (2) et (3)	4 728	4 442
<b>Total</b>	<b>14 209</b>	<b>15 330</b>
(1) Hausse des taxes liées à l'activité d'Epargne à hauteur de 4,1 M€ en 2024 et absence de dettes IS en lien avec l'entrée dans le périmètre d'intégration fiscale Crédit Mutuel Arkéa en 2023		
(2) dont provision commission aux IOBSP pour 3,3 K€ contre 2,9 M€ en 2022		
(3) A la clôture de l'exercice 2024 le solde fournisseurs se décomposait comme suit :		

	2024	%	2023	%
Non échu	52	34%	0	0%
Echu entre 1 et 10 jours	3	2%	6	5%
Echu entre 10 et 30 jours	88	58%	72	61%
Echu entre 30 à 60 jours	9	6%	17	14%
Echu plus de 60 jours	0	0%	23	20%
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>100%</b>	<b>119</b>	<b>100%</b>

**Note 18. – Comptes de régularisation – Passif.**

(En milliers d'Euros)	2024	2023
Charges à payer (1)	10 584	8 988
Autres comptes de régularisation (2)	333	6 558
<b>Total</b>	<b>10 917</b>	<b>15 547</b>
(1) dont 5 959 K€ de produits de couverture de Swap au 31/12/2024 ( 2 959 K€ au 31/12/2023)		
(2) en lien avec une période de souscription Epargne plus faible : le flux épargne en attente de traitement transitant par un compte passage migration		

**Note 19. – Provisions.**

(En milliers d'Euros)	Début d'exercice Banque 2023	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2024
			montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	
Provisions pour litiges dossiers et litiges divers	3 087	413	20	1 233	2 247
Provisions engagement de financement B2	0	0		0	0
Provisions collectives (encours sensibles)	0	0		0	0
Provisions collectives (encours restructurés)	0	0		0	0
Provisions pour engagement de retraite :	0	0		0	0
Indemnités de fin de carrière	937	18		0	955
Primes d'ancienneté	587	0		85	502
<b>Total</b>	<b>4 610</b>	<b>431</b>	<b>20</b>	<b>1 318</b>	<b>3 704</b>
(1) Dont 468 K€ de reprise sur un litige administratif, 192 K€ de reprise sur les créances cédées et 102 K€ de reprise sur un litige avec un courtier					
(2) Depuis le 1er janvier 2016 la provision pour engagements sociaux est valorisée par la société SURAVENIR, prestataire du groupe ARKEA					



**Note 20. – Fonds pour risques bancaires généraux.**

(En milliers d'Euros)	Début d'exercice Banque 2023	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2024
			montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	
Fonds pour risques bancaires généraux	19 036				19 036
<b>Total</b>	<b>19 036</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 036</b>
Provisions réglementées et subventions d'investissement					
Provisions pour investissement (1)	0			0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Les derniers mouvements sur ce fonds datent de 2006.

**Note 21. – Tableau de variation des capitaux propres (avant répartition).**

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes	Réserves légales	Réserve statutaire	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées et subvention d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31/12/2022</b>	<b>5 583</b>	<b>30 150</b>	<b>1 798</b>	<b>13 355</b>	<b>250 041</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 676</b>	<b>326 603</b>
Verif	15 405				10 271			-25 676	
Affectation du résultat 2022									
Dividendes versés au titre de 2022									
Résultat exercice 2023						20 634		5 455	
Autres variations									
<b>Solde au 31/12/2023</b>	<b>20 988</b>	<b>30 150</b>	<b>1 798</b>	<b>13 355</b>	<b>260 312</b>	<b>20 634</b>	<b>0</b>	<b>5 455</b>	<b>352 692</b>
Affectation du résultat 2023			301		1 881			-2 182	
Dividendes versés au titre de 2023								-3 273	
Résultat exercice 2024								5 304	
Autres variations									
<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>20 988</b>	<b>30 150</b>	<b>2 099</b>	<b>13 355</b>	<b>262 193</b>	<b>20 634</b>	<b>0</b>	<b>5 304</b>	<b>354 723</b>

Le capital social est composé de 13 762 815 actions à 1,525 €

**Note 22. – Composition des fonds propres (avant répartition)**

(En milliers d'Euros)	2024	Variations	2023
Capitaux propres	354 723	-2 031	352 692
Fonds pour risques bancaires généraux	19 036	0	19 036
<b>Fonds propres</b>	<b>373 759</b>	<b>-2 031</b>	<b>371 728</b>

**Note 23. – Hors Bilan.**

(En milliers d'Euros)	Principales caractéristiques			31/12/2024	31/12/2023
	Date d'Effet	Date d'Échéance	Nature		
<b>Engagements reçus</b>					
<b>Engagements de financement</b>				<b>25 000</b>	<b>25 000</b>
Cm ARKEA	01/04/2024	31/03/2025	ligne de découvert autorisé	25 000	25 000
<b>Engagements de garantie</b>				<b>6 136 924</b>	<b>5 792 671</b>
Etablissements de crédit	07/03/2022	Reconduction annuelle tacite	CAUTION CMA	2 000	2 000
Assurance				131 959	126 109
Clientèle				6 002 965	5 664 562
<b>Engagements donnés</b>				<b>761 903</b>	<b>61 303</b>
Engagements de financement			Engagement envers la clientèle	69 987	61 303
Engagements en faveur des établissements de crédits			Engagement envers CMA - Covered Bonds	691 916	
<b>Engagements sur instruments financiers à terme</b>					
<b>Opération de couverture</b>				<b>1 090 000</b>	<b>775 000</b>

**Note complémentaire : Exemption d'établir des comptes consolidés**

Le CFCAL n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés.

A noter cependant, les comptes sociaux intègrent la succursale belge dont l'activité a démarré en 2018.

Ces derniers sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa

**Note 24. – Intérêts et produits assimilés / Intérêts et charges assimilées.**

(En milliers d'Euros)	Intérêts et produits assimilés		Intérêts et charges assimilées		Net	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts sur établissements de crédit	33 671	10 265	(2) 130 786	102 529	-97 116	-92 264
Commission de garantie de liquidités					0	0
Intérêts sur instruments financiers à terme					0	0
Intérêts sur opérations avec la clientèle	167 226	145 606	17 936	1 833	149 290	143 773
Intérêts s/oblig. Et autres titres à revenu fixe					0	0
Autres opérations					0	0
<b>Total</b>	<b>200 897</b>	<b>155 871</b>	<b>148 723</b>	<b>104 362</b>	<b>52 174</b>	<b>51 510</b>
(1) Dont 21 892 K€ de produits d'intérêts sur swaps en 2024 (9 512 K€ en 2023)						
(2) Dont intérêts sur swaps pour 18 885 K€ en 2024 (8 621 K€ en 2023)						
(2) Dont intérêts sur emprunts interbancaires avec le groupe Arkéa pour 108 716 K€ en 2024 (94 044 K€ en 2023)						

Note 25. – Revenus des titres à revenu variable.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes et produits assimilés sur titres de participation et		
Autres titres détenus à long terme	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Note 26. – Commission**

(En milliers d'Euros)	Commissions produits		Commissions charges		Net	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Commissions sur opérations avec la clientèle	1 394	1 024	18	7	1 376	1 016
Etalement commissions					0	0
Net commissions	1 394	1 024	18	7	1 376	1 016
Indemnités de remboursements anticipés	2 374	2 458	0	0	2 374	2 458
Diverses commissions	(1) 3 873	3 267	(2) 2 423	1 416	1 450	1 851
<b>Total</b>	<b>7 641</b>	<b>6 749</b>	<b>2 441</b>	<b>1 423</b>	<b>5 199</b>	<b>5 326</b>
(1) Dont 3 769 K€ de ristournes de gestion diverses assurances en 2024 (3 257 K€ en 2023)						
(2) Dont 731 K€ d'intérêts d'épargne en 2024 (26 K€ en 2023)						

**Note 27. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.**

(En milliers d'Euros)	Produits		Charges		Net	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immeubles de placement</b>	<b>161</b>	<b>166</b>	<b>35</b>	<b>81</b>	<b>126</b>	<b>85</b>
Revenus immeubles donnés en location	161	166	35	81	126	85
Plus values cession immobilisations incorp et corporelles	0	0	0	0	0	0
Cession adjudications marchand de biens	(1) 526	415	510	547	16	-132
Cession de créances	(2) 798				798	0
Dotations-Reprise provisions créances cédées					0	0
Produits/Charges divers litiges assignations	130	105	0	0	130	105
Net dotations et reprises provision litiges assignations	1 213	524	413	1 063	800	-538
Dotations aux amortissements immeubles de placement	0	0	21	21	-21	-21
Net dotations et reprises provision stock adjudications	231	286	295	207	-64	79
Production immobilisée MOA/MOE	(3) 3 583	2 588	0	0	3 583	2 588
Autres charges et produits d'exploitation bancaire	0	435	24	13	-24	422
Boni fusion					0	0
Charges refacturées-produits rétrocédés					0	0
<b>Total</b>	<b>6 642</b>	<b>4 519</b>	<b>1 298</b>	<b>1 931</b>	<b>5 344</b>	<b>2 588</b>
(1) Vente en 2024 de 8 biens - acquisition en 2024 de 5 biens						
(2) le produit de cession de créances 2023 était classé en "autres produits d'exploitation bancaire" pour 435milliers d'euros						
(3) Selon les instructions du groupe Arkéa, le CFCAL active les charges MOE/MOA (création de logiciels en interne) depuis le 1er juillet 2011 (cf. règles comptables)						

**Note 28. – Charges générales d'exploitation dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.**

	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	9 562	7 897
Charges sociales	4 166	3 903
Dont retraite	709	889
Intéressement et participation	2 014	2 641
Impôts et taxes afférentes	1 497	1 341
<b>Frais de personnel</b>	<b>17 240</b>	<b>15 781</b>
Impôts et taxes (2)	981	2 090
Services extérieurs et autres frais administratifs	17 382	17 674
Charges générales d'exploitation	35 603	35 545
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles (3)	2 947	4 333
<b>Total net</b>	<b>38 550</b>	<b>39 878</b>
(1) Dont 164 K€ concerne la succursale Belge en 2024 contre 168 K€ en 2023		
(1) Dont 482 K€ d'abondement PEE et 533 K€ d'abondement PERCO en 2024. Abondement PEE pour 798 K€ en 2023 classé en intéressement et participation		
(2) pas de contribution FRU en 2024 contre 1 502 K€ en 2023		
(3) allongement des durées d'amortissements à compter du 1er janvier 2024 (cf. annexe "principes comptables et méthodes d'évaluation)		

**Note 29. – Ventilation de l'effectif.**

	2024	2023
Cadres (1)	83	77
Techniciens (2)	122	128
<b>Total</b>	<b>205</b>	<b>205</b>
(1) Il s'agit de l'effectif au 31/12/2024. Dont 2 salariés pour l'établissement belge		
(2) Il s'agit de l'effectif au 31/12/2024. Dont 0 salarié pour l'établissement belge		

La rémunération globale allouée aux membres du Conseil de Surveillance est de 16 440 €

Le montant global des rémunérations brutes directes et indirectes versées aux membres du Directoire, dirigeants effectifs de CFCAL s'élève à 901 703 €.

**Note 30. – Coût du risque**

(En milliers d'Euros)	Dotations aux provisions et aux dépréciations		Reprises de provisions et de dépréciations		Net	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Risques sur créances douteuses	19 826	14 502	9 793	16 409	10 033	-1 907
Provision collective sur encours sain	0	0	0	0	0	0
Provision dite "filière surendettement"	0	0	0	0	0	0
Risque divers	0	7	0	3	0	4
<b>Sous-total</b>	<b>19 827</b>	<b>14 508</b>	<b>9 793</b>	<b>16 412</b>	<b>10 034</b>	<b>-1 903</b>

	Créances irrécouvrables		Rentrées sur créances amorties		Net	
Créances douteuses	5 214	14 402			5 214	14 402
Divers			405	4 590	-405	-4 590
<b>Produit de cession de créance</b>	<b>5 214</b>	<b>14 402</b>	<b>405</b>	<b>4 590</b>	<b>4 809</b>	<b>9 812</b>
<b>Total cout du risque</b>	<b>25 041</b>	<b>28 911</b>	<b>10 198</b>	<b>21 002</b>	<b>14 843</b>	<b>7 909</b>

**Note 31. – Gains / Pertes sur actifs immobilisés.**

(En milliers d'Euros)	Produits		Charges		Net	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Plus/moins valeurs immobilisations exploitations	0	0	5	8	-5	-8
Plus/moins valeurs immobilisations placements			0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>-5</b>	<b>-8</b>

**Note 32. – Résultat exceptionnel**

(En milliers d'Euros)	Produits exceptionnels		Charges exceptionnelles		Net	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Subvention d'équilibre	0	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Note 33. – Impôt sur les sociétés.**

	2024	2023
Résultat courant avant impôt (1)	9 319	11 629
Impôts courants	3 910	6 003
C.S.B.	104	171
<b>Charge totale d'impôts courants</b>	<b>4 014</b>	<b>6 174</b>
(1) En 2024, le résultat courant avant impôt s'élève à 9,319 M€ dont 9,488 M€ pour la France et -0,170 M€ pour la Belgique		
(1) En 2023, le résultat courant avant impôt s'élève à 11,629 M€ dont 11,707 M€ pour la France et -0,79 M€ pour la Belgique		

B. — Affectation du résultat.

Affectation et distribution du résultat de l'exercice :

Le Compte de Résultat au 31 décembre 2024 présente un solde bénéficiaire de	5 304 343,45 €
RAN 2023 en attente d'affectation...	20 633 565,88 €
<b>nous vous proposons d'affecter le RAN de la manière suivante</b> dividende total	3 182 606,07 €
Affectation de la réserve légale	0,00 €
soit 60% du résultat net	
Les 40% restant seront affectés à la réserve facultative	2 121 737,38 €

Les montants mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Les montants mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

	Nombre d'actions	Masse distribuée en €	Dividende net par action en €
Exercice 2021	3 660 850	0,00	0,00
Exercice 2022	3 660 850	15 405 498,69	0,00
Exercice 2023	13 762 815	3 273 052,60	0,24

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.  
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

A l'Assemblée générale du Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine Banque,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine - Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

Pour le cabinet Forvis Mazars :

- Rapport relatif à la protection des avoirs en instruments financiers des clients des prestataires de services d'investissement

Pour le cabinet Deloitte & Associés :

- Rapport relatif à la protection des avoirs en instruments financiers des clients des prestataires de services d'investissement

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Evaluation des dépréciations sur les portefeuilles de prêts à la clientèle.****Risques identifiés et principaux jugements**

Les prêts et les créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine Banque à une perte potentielle si ses clients s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine Banque comptabilise des dépréciations destinées à couvrir ce risque.

Les principes comptables d'évaluation des dépréciations individuelles sont présentés dans la partie « Risque de crédit et constitution des dépréciations » de l'annexe aux comptes annuels. Les dépréciations sont déterminées, dossier par dossier à partir d'une estimation de la perte probable. Ces provisions font appel au jugement de la Direction en particulier sur la valeur de la garantie à prendre en compte dans l'évaluation du risque de crédit dans un contexte immobilier qui demeure incertain.

Par ailleurs, le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine Banque a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations des encours douteux.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations pour créances douteuses constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles font appel au jugement et aux estimations de la direction en particulier dans le contexte macro-économique actuel.

Au 31 décembre 2024, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 6 880 millions d'euros, le montant total des provisions s'élève à 53,8 millions d'euros comme précisé dans la note A2 de l'annexe aux comptes annuels.

**Notre approche d'audit**

Nous avons pris connaissance du dispositif de gouvernance et de contrôle interne mis en place par la Banque et testé les contrôles clés manuels et informatisés relatifs à l'identification du risque de crédit et à l'évaluation des dépréciations individuelles.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les domaines suivants :

- nous avons rationalisé l'évolution des créances douteuses et les dépréciations affectées sur les portefeuilles de crédit du Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine Banque
- nous avons apprécié les changements méthodologiques retenus dans le calcul de la provision pour l'exercice clos au 31 décembre 2024
- nous avons testé, sur la base d'un échantillon de crédits, les principaux critères appliqués pour la classification en encours douteux ainsi que les hypothèses retenues pour l'estimation des dépréciations afférentes
- nous avons apprécié les estimations de la Direction sur la valeur des sûretés immobilières prises en compte dans le calcul de la perte prévisionnelle
- nous avons validé la correcte implémentation des règles de provisionnement automatique dans le système d'information de la Banque.

Nous avons également examiné les informations quantitatives et qualitatives présentées dans les annexes aux comptes annuels relatives au risque de crédit.

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres vérification ou informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires.****Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes du Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine - Banque par l'Assemblée générale du 12 avril 2013 pour le cabinet Forvis Mazars et pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Forvis Mazars et le cabinet Deloitte & Associés étaient dans la 12ème année de leur mission sans interruption.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du Code de commerce.**

Nous remettons au Conseil de Surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil de surveillance figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Strasbourg, le 28 avril 2025  
Paris La Défense, le 28 avril 2025

**Les Commissaires aux comptes :**

**Forvis Mazars :**  
Laurence FOURNIER ;  
Associée,

**Deloitte & Associés :**  
Anne Elisabeth PANNIER ;  
Associé.

**D. — Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la société – 1, rue du Dôme – 67000 STRASBOURG.